

**Assemblée générale**

Distr. générale
9 août 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-cinquième session,
14-23 novembre 2012**

N° 51/2012 (Chine)

Communication adressée au Gouvernement le 15 juin 2012

Concernant: Kim Young Hwan, Yoo Jae Kil, Kang Shin Sam et Lee Sang Yong

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Kim Young Hwan (ci-après, M. Kim), né le 7 avril 1963, ressortissant de la République de Corée, est un militant des droits de l'homme. Il œuvre à la défense des droits de l'homme et de la démocratie en République populaire démocratique de Corée depuis le milieu des années 1990. Il a publié plusieurs ouvrages consacrés à la situation dans ce pays. M. Kim a également écrit des chroniques et d'autres articles en tant que membre du Comité de recherche du Network for North Korean Democracy and Human Rights (NKnet) et du Comité de rédaction de l'organisation Zeitgeist Research.

4. Le 23 mars 2012, M. Kim s'est rendu à Dalian, en Chine. Le 29 mars 2012, sa famille a perdu le contact avec lui et s'est adressée au Ministère des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée, qui a pu confirmer l'arrestation de M. Kim deux jours plus tard.

5. Le 29 mars 2012, M. Kim et ses collègues MM. Yoo Jae Kil (ci-après, M. Yoo), Kang Shin Sam (ci-après, M. Kang) et Lee Sang Yong (ci-après, M. Lee), tous trois ressortissants de la République de Corée, ont été arrêtés à Dalian, dans la province du Liaoning, en Chine. Le Ministère chinois de la sécurité de l'État n'a pas donné de précisions sur le lieu de l'arrestation, effectuée par la Division provinciale du Ministère de la sécurité nationale, à Kaifu (Dalian). On ignore si un mandat d'arrêt a été présenté à MM. Kim, Yoo, Kang et Lee (ci-après, les requérants) au moment de leur arrestation ou ultérieurement.

6. Le 2 avril 2012, un document officiel du bureau provincial du Liaoning du Ministère de la sécurité de l'État a été envoyé au consulat général de la République de Corée à Shenyang, en Chine. D'après la source, il était mentionné que «Kim Young Hwan et trois autres ressortissants de la République de Corée [étaient] sous la garde du bureau provincial du Liaoning du Ministère de la sécurité de l'État». Il était également indiqué ce qui suit: «Seul M. Kim Young Hwan a déclaré qu'il souhaitait exercer son droit de rencontrer des agents consulaires. Les trois autres personnes ont renoncé à ce droit.». La lettre ne révélait pas les motifs de la détention des quatre hommes.

7. Le 16 avril 2012, le Ministère des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée a enjoint au consulat général de Shenyang de fournir des services de conseil à M. Kim et aux autres détenus dès que possible. Le bureau provincial du Liaoning du Ministère de la sécurité de l'État n'aurait donné aucune suite à la demande du Gouvernement et n'aurait proposé aucun moment pour l'organisation d'une telle rencontre. Le Ministère de la sécurité de l'État a affirmé: «Les détenus [ont] refusé de rencontrer des agents consulaires et ont écrit une lettre indiquant qu'ils ne souhaitaient pas rencontrer d'agents du consulat de la République de Corée.».

8. Le 24 avril 2012, les agents du consulat général de Shenyang ont pu rencontrer M. Kim sur son lieu de détention.

9. Le 3 mai 2012, en réponse aux demandes du consulat général de la République de Corée qui souhaitait rencontrer les trois autres détenus, les agents du bureau provincial du Liaoning du Ministère de la sécurité de l'État ont produit les lettres qui, selon eux, avaient été rédigées et signées par MM. Yoo, Kang et Lee et indiquaient que ceux-ci avaient renoncé à leur droit de rencontrer des agents consulaires. Le Ministère de la sécurité de l'État a refusé au consulat général l'autorisation de rencontrer les détenus. Les lettres présentées étaient datées du 31 mars, du 1^{er} avril et du 5 avril et portaient des empreintes de pouce pour toute signature. Aucun élément n'a été fourni pour prouver que MM. Yoo, Kang et Lee avaient effectivement écrit ces lettres, et ce de leur plein gré.

10. Le 7 mai 2012, le consulat général de la République de Corée a engagé un avocat pour défendre M. Kim. Le 10 mai 2012, l'avocat a déposé auprès du bureau provincial du Liaoning du Ministère de la sécurité de l'État une demande pour obtenir l'autorisation de rencontrer son client. Le consulat général a demandé à ce Ministère de lui confirmer par téléphone que MM. Yoo, Kang et Lee avaient effectivement écrit les lettres eux-mêmes. Le Ministère n'aurait donné aucune suite à cette demande et n'aurait pas fixé au consulat de date pour une rencontre entre M. Kim et son avocat. Une communication ultérieure du consulat à l'intention du Ministère, en date du 17 mai 2012, sollicitant une rencontre entre un avocat et M. Kim, serait également restée lettre morte.

11. Les requérants ont été maintenus en détention au bureau chargé des enquêtes de la Division provinciale du Ministère de la sécurité de l'État, à Dandong, en Chine. Ils n'ont pas été inculpés ni informés des motifs de leur détention, ce qui constituerait une violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il aurait été affirmé que les détenus avaient été arrêtés à Dalian pour «mise en danger de la sécurité nationale», conformément au chapitre 1 du Code pénal chinois.

12. D'après la source, au lieu d'être conduits dans la capitale de la province du Liaoning, Shenyang, où se trouve le siège du bureau provincial du Ministère de la sécurité de l'État, les requérants avaient été emmenés à Dandong, une petite ville rurale. Les fonctionnaires de l'Agence nationale de sécurité et du Bureau général d'investigation de la République populaire démocratique de Corée peuvent se rendre librement et fréquemment à Dandong.

13. D'après la source, l'arrestation et la détention pourraient être liées à une demande de poursuites émanant des autorités de la République populaire démocratique de Corée. M. Kim, en particulier, aurait été pris pour cible par les autorités de la République populaire démocratique de Corée à partir du milieu des années 1990, quand il a commencé à mener des activités de défense des droits de l'homme. Les autorités de la République populaire démocratique de Corée auraient ces dix dernières années menacé M. Kim et ses collègues du NKnet, notamment en leur envoyant régulièrement des lettres et des courriels.

Réponse du Gouvernement

14. Le Gouvernement chinois a répondu le 3 septembre 2012 et exposé les faits comme indiqué ci-après.

15. Le 29 mars 2012, les organes chargés de la sécurité publique ont pris des mesures obligatoires pour enquêter sur MM. Kim Young Hwan, Yoo Jae Kil, Kang Shin Sam et Lee Sang Yong, en application des dispositions du Code pénal, du Code de procédure pénale et de la loi sur la sécurité de l'État de la République populaire de Chine.

16. Au cours des enquêtes, les quatre suspects ont avoué s'être livrés à des activités criminelles. Ils ont été incarcérés à Dandong, dans la province du Liaoning, et le consulat général de la République de Corée a été informé de la situation. Pendant leur détention, les quatre hommes étaient en bonne santé physique.

17. Suite à une demande du Gouvernement de la République de Corée, les quatre suspects ont été exonérés de toute responsabilité pénale et il leur a été demandé de quitter la Chine.

18. Pour résumer, les autorités ont traité ces affaires conformément à la législation nationale de la République populaire de Chine, se sont acquittées efficacement des obligations leur incombant en vertu du droit international et ont préservé les droits et intérêts légitimes des suspects.

Observations supplémentaires de la source

19. Ultérieurement, la source a informé le Groupe de travail que MM. Kim, Yoo, Kang et Lee avaient été libérés le 20 juillet 2012 et renvoyés en République de Corée.

Avis et recommandations

20. Après avoir examiné toutes les informations disponibles, et compte tenu du fait que MM. Kim, Yoo, Kang et Lee ont été libérés, le Groupe de travail, sans préjuger de la nature de la détention (les informations fournies par la source ne sont pas suffisantes), décide de classer l'affaire, conformément au paragraphe 17 d) de ses Méthodes de travail.

[Adopté le 19 novembre 2012]
